

Café des Malmaisons

janvier 09

Des rêves de jeunesse
à la réalité d'aujourd'hui

chronique de
Ginette Francequin

Mieux vivre en France ?



Observer la vie et lire des biographies de femmes, particulièrement celles de Marie Curie ou Simone de Beauvoir, m'a entraînée vers le féminisme et la fierté des conquêtes des années 75-80, presque convaincue de la fin des discriminations à l'école, dans le monde du travail.

Naïvement, je croyais que des droits majeurs étaient conquis.
Il m'a suffi d'aller travailler dans le 13^e arrondissement dans les années 90, avec la création de la PAIO (=Permanence d'accueil, d'insertion et et d'orientation), de la rue des Malmaisons, pour savoir que « pour les filles rien n'était acquis de manière définitive ».

Et en collectif solidaire et actif, nous avons bossé, cherché des solutions. S'évertuer, prendre de la distance, pour espérer que du mieux est advenu, grâce à nos efforts.

Puis, le hasard a fait que le retour, 20 ans plus tard, au Café des Malmaisons, dans la même rue, a démontré facilement que deux décennies fortement libérales ont été bien brutales pour les femmes : ce sont surtout elles, les travailleurs pauvres. Des travailleuses précaires, au bas de l'échelle.

MONDIALISATION, pouvoir, flux migratoires.

Des pays ont encouragé leurs ressortissantes jeunes à aller travailler à l'étranger. Surtout à fuir les problèmes de santé, comme le palud, la tuberculose ou le sida : allez vous soigner en Europe, allez travailler, pour aider votre famille qui a besoin de vous, ici. Pour bien faire, il aurait fallu que la migrante parte avec un contrat, avec une initiation à la langue du pays d'accueil, munie d'une information sur le système social et juridique, sur le système politique dans lequel elle arrive, qu'elle sache bien les lois, les conditions de vie et de travail.

Mais la préparation au départ est inexistante, l'ignorance est maintenue grande. Il faudrait que la migrante soit accueillie. Si elle est en règle, c'est un peu plus facile, si elle vient pour un séjour court, avec un visa et qu'elle reste en contrebande, elle est mal venue, et très mal prise !

Ouvrons nos yeux. les lois sont parfois violées par des employeurs ou des intermédiaires sans scrupules qui offrent des occasions de départ. Elles s'avèrent souvent devenir « des arrivées brodées de mensonges ». Ce trafic de main d'œuvre est certes passible de sanctions, mais il est difficilement éliminé de manière durable.

Migrante illégale, migrante contrevenante, migrante femme, migrante travailleuse ? Qui êtes vous. Êtes vous de grandes aventurières ? Femmes en difficulté de toit et d'emploi. Nous vous avons rencontré dames hébergées à Emmaüs. Les dames noires ou brunes sont restées avec nous, les dames à la peau blanche se sont éloignées ou se sont tenues à l'écart.

On aurait dû vous dire, que devant tant de défaillances des États, seules des associations peuvent suppléer au vide, afin de ne pas vous laisser complètement dépourvues dans le froid et la pauvreté.

On aurait dû aussi vous dire, que vivre éloignées des siens est une solitude préjudiciable au bien être et que les distances sont grandes, les billets d'avion coûteux. Non, on ne vous prévient pas ! Et, c'est l'exil de guerre, de pauvreté, le mépris, les violences possibles, tout cela pour soigner ses maladies ou aider les siens restés au pays.



Vivre au foyer, chez EMMAÛS

Les dames venues d'ailleurs ont tous les âges. Elles subissent plus que les autres le poids de la vie économique avec les inégalités, la précarité, les CDD, voire le travail à la journée. Le temps partiel est leur lot alors qu'elles veulent toutes un emploi à temps plein pour vivre décemment. Victimes de la compétitivité et de la flexibilité exigée par le monde du travail d'aujourd'hui, elles ont souvent été victimes de violences familiales, de mariages arrangés, voire forcés, de jalousies qui ont engendré les séparations, les coups, la peur.

Ce phénomène sérieux mérite d'être chiffré, puisqu'en France on sait que 136 femmes sont violées chaque jour. Esclaves du regard du maître, et des maîtres quand elles font le ménage, quelques femmes disent qu'elles se sentent « surveillées ».

Leur protection est de vivre là, au Café des Malmaisons, en foyer. Pouvoir parler entre elles, pour se comprendre, s'encourager mieux. Ces femmes regardent avec respect la référente Célia, travailleuse sociale du lieu de vie à Emmaüs

Célia avait été « permanente », avec une intimité avec les dames. Elle est aujourd'hui plus centrée sur les questions hébergement, logement, travail. Munie de son DUT animation sociale et socioculturelle, ici elle découvre la facette sociale, ce qui est magnifique pour elle, si convaincue que la culture et le social forment un tout et que tout le monde en a besoin. Pas assistante sociale, elle est une travailleuse technicienne, bien présente pour créer et assurer un lien social. Voilà ce qu'elle est, une jeune professionnelle responsable qui met en réseau pour favoriser l'insertion plus heureuse des dames.

Les dames

Venues de sociétés où la violence est installée par la guerre, la crise, le chômage, la pauvreté, les dames se savent les premières victimes ! Que ce soit par exemple en Algérie, au Sri Lanka, au Nigéria, ou au Maroc, du Cap Vert ou ailleurs... le scénario est le même, les femmes trinquent plus que les hommes. Certaines ont voulu rejoindre un père, un mari. L'une se rappelle que « Les petites filles vont aux champs pour aider leur maman. Les petits garçons aussi aident ». Mais les dames gardent de la pudeur, de la réserve, de la générosité, « Bonjour, asseyez-vous, servez-vous du gâteau », ou encore « repas de Noël, Prenez de quoi boire, pour manger, c'est sur la table. À notre santé. »

Bref, elles ont de la dignité. Elles n'ont pas l'habitude de s'exprimer et leurs paroles restent comme suspendues.

« C'est difficile, on n'a pas le choix ».

Pourtant, sont dites les exigences élémentaires de survie : les papiers, le travail dont ces femmes déracinées ont un urgent besoin, car elles sont exposées aux préjugés, à l'hostilité ou à la compassion, ou pire encore à l'abus de pouvoir. « C'est très important le travail, même chez nous ».



Leurs rêves de jeunesse et la RÉALITÉ

Vies de petites filles :

« Je suis la dernière de ma mère qui a eu six enfants du premier lit et la première de mon père qui est parti quand j'avais trois ans. Je voulais voir mon père »

« J'étais un petite fille de famille nombreuse de 17 enfants, Mon père notable politique avait deux femmes »

« Là bas, on va à l'école, On va puiser l'eau, on vend du poisson au marché, on fait le ménage, on va aux champs,

Vies de femmes seules, avec enfants.

Femmes africaines. Elles rêvent d'avoir un peu d'argent à elles, et 100 000 francs français, « ça ne se ramasse pas au coin de la rue ! »

« Je voulais faire des études, être dans le commerce, être hôtesse de l'air »

Ou vies de femme engagées :

« Je voulais aider les femmes, les veuves, les femmes battues, obtenir du micro cr édit, je suis venue en France pour mon association et je n’ai pas réussi à trouver les sponsors. Je dois avoir des papiers pour déposer les statuts de mon association pour les veuves ».

Mais, la réalité ?

C’est que « Si tu as quelque chose, tu comptes et si tu n’as rien, t’es rien pour les autres »

Devant le vécu cruel de ces paroles, qui sont un appel, je pense à Paul Eluard qui écrivait « *C’est la douce loi des hommes de changer l’eau en lumière, le rêve en réalité et les ennemis en frères* »

Et si on y croyait un peu, pour ne pas rester étrangers les uns aux autres. Tiens, la Ligue des Droits de l’Homme a fait un guide pour l’accès aux droits des Femmes étrangères « pour combattre le fossé, l’écart entre les principes de « Liberté, Egalité et Fraternité » avec les réalités du quotidien.

Aide médicale d’État, allocation de parent isolé, asile, contraception, avortement, pour toutes. Si on est en situation régulière, on a droit au contrat d’accueil et d’intégration.

Tout de même, restons vigilantes et faisons attention à la loi du 24 juillet 2006, qui met en place des mesures d’éloignement : Obligation de quitter le territoire; arrêté préfectoral de reconduite à la frontière; arrêté ministériel d’expulsion.

Des mesures variées, quelques-unes, mesures d’ouverture autorisent les rêves de jeunesse. D’autres circulaires plus dures et menaçantes leur font obstacle.

L’anticipation, c’est la nécessité de tous les jours. C’est cela qu’il faut apprendre aux petites filles : anticiper, se méfier et prévoir.

Les intentions familiales, LE REGARD DES AUTRES

Le mariage, décrit comme une alliance libératrice devient souvent un statut de « bonne ménagère » parce que la « Jeune fille est offerte à un vieux ». Et un jour elle se sauve, mais où ? « Tu assumes, Alors si tu pars, tu as choisi. Tu assumes, voilà. Dieu veut cette épreuve »

« J’aimerais vivre avec ma mère et mes sœurs, elles qui m’aiment, mais retourner sans rien quand on est parti, c’est honteux ».

La honte et la culpabilité d’avoir dû se séparer et constater que rien n’est gagné... mais que « Les enfants sont restés au pays »

Abusées souvent au cours de leur exil, elles paient tout au prix fort et souvent « leurs amis » qui les hébergent provisoirement leur piquent leurs petites économies usant d’une procuration sur livret de la poste, ce qui est « soit disant pour protéger ». D’autres paient de leur corps, par coups et viols, au risque de perdre confiance en beaucoup de personnes.

« J’ai eu un fiancé. Gentil. Je voulais des belles tenues, être goal, me marier avec un chauffeur de bus pour manger des sardines à l’huile sur du pain »

Mais que dire des hommes à qui on pourrait donner Dieu sans confession ? « On m’a mis à l’école. J’étais à l’école chez les bonnes sœurs et les curés, et puis, un jour mon enfant est sorti de mon ventre. »

Dieu et ses épreuves, toujours.

Il veut la preuve, de quoi ? Celle de l’épreuve des femmes, de la virginité, de la grossesse, de la maternité, de la fatigue, de l’endurance, au nom de l’amour ?



VENUES POUR TRAVAILLER, pour aider, pour se soigner, pour reprendre des études.

« En Algérie, c’est la misère, il n’y a pas de travail. En Afrique, on travaille pour la famille, pour tout le monde, la famille est élastique »

« En France, des gens sont gentils, des gens sont méchants. Ils surveillent, ils restent derrière nous, leur ménage esquinte le dos. J’ai trop fait confiance, on a bouffé mon argent, mes économies ».

Je travaille au Quick, je fais des sandwiches, je mets de l’argent de côté, je vais reprendre mes études. Il faut tout refaire ici, les études sont à recommencer.

« Bac + d’Algérie », ici ça ne vaut rien, ici on propose des formations de trois mois, de six mois pour auxiliaire de vie. On entre dans le secteur du nettoyage. »

« Moi, je viens des États-Unis. J’ai quitté la Nouvelle Orléans après Katrina. Je suis allée dans l’Oregon. Maintenant j’ai quitté les États-Unis car c’est devenu insupportable après 8 ans de Bush. La société est hyper-violente, les SDF se font tirer dessus dans la rue ».

Ménagère à la maison et femme de ménage dans le monde du travail.

Le ménage ÇA TRANSPIRE !

Invisibles et peu audibles puisque illégitimes sur le territoire, elles disent alors doucement que « Le ménage, les enfants, les personnes âgées, mal aux reins, mal aux bras, exploitées, sous payées. Le repassage, oui, j’ai des heures de ménage de temps et de temps de repassage, Je travaille à Passy et à La Motte-Picquet. Je fais le ménage, tous les jours. » Ce sont les mots du ménage, mettre de l’huile de coude, nettoyer, aspirer, lessiver, passer l’eau de javel, encore, frotter. Suer, il faut trouver ses marques, faire bonne figure de femme de ménage accomplie alors qu’on a toujours la figure de l’étrangère qui ferait un boulot d’appoint, alors que de fait, pour une femme isolée, ce boulot d’appoint est la seule source de revenus.

En 2004, les statistiques ont montré que le travail domestique était un gisement d’emplois et que ce sont les femmes immigrées qui prennent ces postes. Dix secteurs sont concernés par le fait que 80% des femmes sont étrangères : nettoyage industriel, propreté, restauration, secrétariat, santé, commerces de petites surfaces, grandes chaînes hôtelières.

Le secteur du travail domestique est-il bien défini ?

Le nettoyage est un service rendu, sa côte est 74.Z, lorsqu’il s’agit d’une entreprise et il connaît une forte croissance depuis les années 70. Le secteur a plus que doublé le nombre des employés, surtout pour le nettoyage de vitres, et l’entretien courant de tous les locaux ordinaires, locaux sensibles, ou industriels.

Dans les textes officiels, « le service rendu au particulier, le service à la personne », est classé dans un secteur qui s’étend à des métiers proches, comme l’entretien des espaces verts, les services d’assainissement, la décontamination de sites, l’enlèvement, le tri et le traitement des déchets, la maintenance des locaux et qui peut aller jusqu’à la télésurveillance et la petite restauration collective.

« Moderne et rationnel », le secteur cherche des compétences, souvent au niveau du Bac professionnel et il se demande si, des nettoyeurs et nettoyeuses sans qualification peuvent coexister avec des professionnels diplômés sur des secteurs spécifiques.



Une responsable explique que le ménage demande des capacités d'initiative dont une « capacité d'arbitrage », comme « choisir de ne pas essayer un bureau dont l'occupant a été absent, ou modifier son parcours pour ne pas déranger les occupants du bureau ». C'est « La démarche qualité ». Alors effectivement cela peut justifier de demander un bac +2 chez la femme immigrée!

Mais on peut aussi se demander si la démarche qualité ne devrait pas signifier « Formation spécialisée et sa valorisation par le salaire ». Or, on voit surtout des bas salaires et un taux de roulement important, avec des parcours qui se veulent être des transitions, mais elles durent longtemps chez les femmes migrantes. Le travail à temps partiel et le temps segmenté (deux heures ici, deux heures là) y sont la norme. Souvent, les femmes doivent cumuler plusieurs employeurs pour avoir, au bout du compte, un petit salaire, et pas mal de trajets! La compétence transversale est l'adaptation.

L'important, c'est LES PAPIERS!

« J'ai donné les papiers qui ne sont pas les miens, pour travailler.

La dame me fait confiance.

On cotise, on paie des impôts,

on n'a pas de papiers.

Sans papiers, le travail, c'est le bouche à oreilles »

Ah oui, les papiers peuvent changer la vie! Mais, depuis 1997 où a eu lieu la grande régularisation de plus d'« une personne sur deux », (en fait 80 000 satisfaits sur 145 690 demandeurs) pour les sans papiers, seuls deux droits fondamentaux sont accessibles : l'école et les soins de santé, « tout dépend de l'aide sociale, on sait qu'un accouchement est mieux pris en charge qu'un diabète ».

Avoir des papiers? C'est pouvoir aller et venir, circuler sans peur du contrôle, c'est ne plus avoir honte d'être là, ne plus se sentir méprisé car on est dans le droit. « La tête haute et j'ai pris de l'assurance », dit une dame régularisée. C'est avoir le droit de construire quelque chose.

Depuis le 12 décembre 2008, le ministère a transmis aux préfetures les critères d'une régularisation qui sera, de toutes manières décidées au cas par cas par le Préfet de département, et qui sont les suivants : exercer un emploi faisant partie de la liste des « 150 métiers en tension » (restauration, hôtellerie, nettoyage, services à la personne » et résider en France depuis 5 ans, et avoir soit un CDI, soit un CDD d'au moins un an. Et on sait que en ce qui concerne les 3500 dossiers déposés dans les préfetures entre le 15 avril et le 16 octobre, suite aux luttes des travailleurs sans papiers, soutenues par les syndicats et l'association "Droit devant", la condition est de trois ans de résidence. Quant aux travailleurs intérimaires, ils doivent justifier d'une activité salariée de 12 mois, du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2008, dont 910 heures au sein de l'entreprise de travail temporaire qui va remplir les documents en vue de la régularisation.

Ces instructions ministérielles complètent l'article 40 de la loi du 20 novembre 2007 et la circulaire du 7 janvier 2008 qui prévoient les conditions de régularisation des travailleurs sans papiers sur demande de leur employeur.



Travail au black pour CONSTRUIRE L'AVENIR

Souvent, les dames ont accepté des métiers « dégradants, désagréables et même dangereux » car mal payés et précaires. Des métiers à 3 D quoi? Oui, disent ces femmes d'espoir, on a des rêves, et surtout celui de gagner assez pour vivre.

Bien sûr, elles aimeraient : travailler dans une banque, être caissière, être dans un bureau, être hôtesse de l'air, faire du commerce, rester aide soignante comme l'atteste le diplôme étranger.

En attendant, on prend ce qui est le bas de l'échelle, car :

Le travail, c'est une source de vie, Sans travail, tu n'es rien. Le temps de travail dépend des familles. Un travail fixe, c'est bien. Avoir des sous pour manger, vivre, c'est ce qui est important!

On remarque bien la fragilité du statut des travailleuses étrangères qui sont sous petit contrat, ou emploi non déclaré, ou en sous-traitance ce qui les met en situation d'infériorité juridique face aux travailleuses nationales et qui les laissent confrontées à des discriminations. Le travail migratoire est au cœur des rapports sociaux et on le sent dans le regard d'une dame qui dit avec une attente d'espérance, je sais que « le syndicat est venu », j'ai vu un délégué

« Je ne veux pas vivre chez mes enfants, ils sont bien. »

Une autre ajoute :

« à notre âge, on doit être indépendantes »

Dames qui veulent « être visibles ».

Parler avec les dames permet de comprendre les constantes de la vie de la femme précaire, qui est surtout une femme étrangère, au Café des Malmaisons. De tous âges, elles frappent à notre porte et trouvent asile chez Emmaüs. Femmes immigrées, elles partagent avec tous les immigrés la condition de l'exil, mais surtout de l'exil contraint pour suivre un mari ou pour fuir un régime. Puis, dans les jeux de la vie et les enjeux de l'économie, elles se retrouvent souvent seules et très isolées. En tant que travailleuses, elles perçoivent les salaires les plus bas, pour les plus dures conditions de travail domestique. Comme étrangères, elles subissent le poids d'avoir rompu avec les traditions. Quand elles sont mères, elles souffrent soit de la distance qui les sépare physiquement de leurs enfants restés au pays, soit elles vivent douloureusement les écarts de valeurs entre ce qu'elles ont connu, ce qu'elles ont perdu et les acquis de leurs enfants, de ceux qui vivent ici.



Que faire, AUJOURD'HUI?

Etre rebelles et fines stratégies par un investissement dans une double appartenance afin de déjouer la logique d'exclusion qui se met en place par l'oppression économique et l'isolement social.

Selon la Cimade, pour la nouvelle année, des informations concordantes à Paris indiquent qu'une délégation du ministère de l'Immigration se rendrait à Bamako le 7 janvier 2009, afin de finaliser l'accord de gestion concertée des flux migratoires entre la France et le Mali. La signature de cet accord, initialement prévue le 25 novembre à Paris, n'avait pu se concrétiser en raison d'une importante mobilisation de la société civile malienne.

Cet accord, tout comme les autres accords de ce type signés par la France, a pour objectif d'inciter les autorités maliennes à coopérer en matière de lutte contre l'immigration « illégale », en facilitant la délivrance des laissez-passer qui permettent l'expulsion effective des maliens en situation irrégulière en France. En échange, le gouvernement français promettrait des possibilités très limitées de migration légale et d'aide au développement qui figurent déjà, pour l'essentiel, dans les dispositifs de droit commun. La société civile en France qui se mobilise estime urgent de faire respecter les droits fondamentaux des migrants, car avec ou sans papiers, ils contribuent en effet à l'enrichissement du Mali comme de la France.

On en est là...

Pour les citoyennes et citoyens du pays d'accueil, il est utile de résister contre les peurs collectives qui se basent sur un discours qui réduit la question de l'immigration à l'insécurité, ou aux spécificités familiales et religieuses. Qui refuse de parler des conditions d'emploi, de santé, du chômage, de l'accès au logement? Les personnes qui détiennent les positions dominantes. Elles produisent des images et des discours qui disqualifient le statut du travail au profit de l'origine ou de la religion. Elles ne parlent ni de la femme employée, ni de la femme ouvrière mais bien plus de la « jeune black qui garde les enfants » de la musulmane qui sert les sandwiches ». Cette posture est caricaturale, elle va à l'encontre de celle des réseaux comme « Enseignants sans frontières ».

Restent pour les dames et nous la prise de conscience, la remise en cause progressive des silences. Le travail collectif du Café des Malmaisons autorise à s'exprimer, prendre la parole, se former, retrouver de l'identité et être fière, s'informer.

Prendre sa place, s'organiser avec l'aide du groupe social, avec Médecins Sans Frontières, avec le service social, contre les forces d'inertie énormes du pays d'accueil et des pays d'origine, et même contre certains membres des familles pour que se réalise le rêve « d'avoir un petit papier avec la photo dessus » et qui dise « tu peux vivre ici et tu as le droit de travailler ».

Et oui, « Ici, on s'aide bien entre nous, pour être un être humain libre » disait une jeune dame en France depuis 8 ans.

.....

Ginette Francequin, psychosociologue et maître de conférences au CNAM Paris et membre du Laboratoire LISE-UMR-CNRS

